

Unité départementale de l'Ain  
Immeuble DDT  
23 rue Bourgmayer  
01012 BOURG EN BRESSE

Bourg-en-Bresse, le 14/04/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 06/04/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**  
**KUEHNE+NAGEL**

Le Buchet  
RD 1079  
01380 Bâgé-Dommartin

Références : 20230414-UDA-S5077-SC  
Code AIOT : 0006114323

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/04/2023 dans l'établissement KUEHNE+NAGEL implanté Le Buchet - RD 1079 - 01380 Bâgé-Dommartin.

L'inspection a été annoncée le 08/03/2023.

Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site <https://www.georisques.gouv.fr>.

La visite d'inspection a été menée dans le cadre d'une action régionale relative à l'élaboration des POI pour les établissement Seveso Seuil Bas.

Un point sur les suites à donner à la visite d'inspection du 16 mars 2022 a également été réalisé.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- KUEHNE+NAGEL
- Le Buchet - RD 1079 - 01380 Bâgé-Dommartin
- Code AIOT : 0006114323
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La société Kuehne et Nagel exploite l'entrepôt de Bagé-Dommartin depuis 2017 pour le compte de la société Carrefour. L'établissement a été construit en 2016. Auparavant, l'activité était réalisée en parti sur le site de Laiz.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- POI ;
- Suites de la visite d'inspection du 16 mars 2022 (état des stocks et moyens de lutte contre l'incendie).

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection	Délai (1)
4	Contenu du POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe V	Lettre de suites	9 mois
5	Contenu du POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 – 5eme alinea	Lettre de suites	9 mois
6	Correspondance POI – EDD	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe V	Lettre de suites	9 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection	Délai (1)
7	Moyens d'intervention prévus	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Article 5	Lettre de suites	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la lettre de suites

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)
1	Présence d'un POI et test	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 – 4eme alinea	/
2	Test du POI	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 69	/
3	Formation	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 - 3e alinea	/
8	Moyens d'intervention	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Article 69	/
9	Etat des stocks	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47	Lettre de suites
10	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 02/03/2017, article 07/02/04	Lettre de suites

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Une mise à jour du POI doit être menée pour prendre en compte plusieurs évolutions faisant suite à l'accident Lubrizol (prélèvement environnementaux notamment).

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Présence d'un POI et test

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 – 4eme alinea
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Présence d'un POI
<b>Prescription contrôlée :</b> Pour les établissements seuil bas, l'élaboration d'un plan d'opération interne est obligatoire à compter du 1er janvier 2023
<b>Constats :</b> Le POI a été transmis par courriel du 29 mars 2023. Ce point est conforme.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Test du POI

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 69
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Test du POI
<b>Prescription contrôlée :</b> Le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire. Dans le cas où le plan d'opération interne n'a pas fait l'objet d'un test dans les trois dernières années, un exercice est organisé au plus tard le 1er septembre 2023.
<b>Constats :</b> Le dernier exercice du POI date de mars 2022. Un nouvel exercice est prévu cette année.  Le dernier exercice d'évacuation a eu lieu le jeudi 23 mars 2023. L'exploitant a indiqué que l'évacuation s'est bien passée. Une amélioration est à effectuer sur la prise en charge du rôle de chargé d'évacuation car il n'a pas été simple de le définir lors de l'exercice. La responsable QHSE du site travaille avec les services du siège du groupe pour proposer un autre mode d'organisation afin d'améliorer ce point. Les modifications seront déclinées dans les mois à venir avec une formation de l'ensemble du personnel sur ce sujet.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 3 : Formation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 - 3e alinea
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Formation
<b>Prescription contrôlée :</b> Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.
<b>Constats :</b> La société Kuehne et Nagel fait suivre 3 formations : Équipiers de Première Intervention, RIA et Extincteurs (formation avec essai sur flamme). Les formations sont renouvelées pour 1/3 des personnes chaque année. La société SI2P effectue ces formations. Les dernières ont été faites en septembre/ octobre 2022. Le 4 et 5 octobre 2022 la société a fait former une partie du personnel en tant qu'Équipiers de Seconde Intervention. Le personnel de maintenance a suivi cette formation. Chaque équipe (matin/après-midi et nuit) comporte 4-5 équipiers ESI.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 4 : Contenu du POI

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contenu d'un POI
<b>Prescription contrôlée :</b> Données et informations devant figurer dans le plan d'opération interne, ou dans sa mise à jour postérieure au 31 décembre 2021 : a) Nom ou fonction des personnes habilitées à déclencher des procédures d'urgence et de la personne responsable des mesures d'atténuation sur le site et de leur coordination ; b) Nom ou fonction du responsable des liaisons avec l'autorité responsable du plan particulier d'intervention ;

- c) Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles ;
- d) Mesures visant à limiter les risques pour les personnes se trouvant sur le site, y compris système d'alerte et conduite à tenir lors du déclenchement de l'alerte ;
- e) Dispositions prises pour que, en cas d'incident, l'autorité responsable du déclenchement du plan particulier d'intervention soit informée rapidement, type d'informations à fournir immédiatement et mesures concernant la communication d'informations plus détaillées au fur et à mesure qu'elles deviennent disponibles ;
- f) Dispositions visant, en situation d'urgence, à guider les services d'urgence externes sur le site et à mettre à leur disposition les informations facilitant l'efficacité de leur intervention ;
- g) Au besoin, dispositions prises pour former le personnel aux tâches dont il sera censé s'acquitter et, le cas échéant, coordonner cette action avec les services d'urgence externes ;
- h) Dispositions visant à soutenir les mesures d'atténuation prises hors site ;
- i) Dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, dont les méthodes de prélèvement appropriées, et les analyses comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté, et portant sur les substances toxiques, les types de produits de décomposition mentionnés au I de l'annexe III et, le cas échéant, pour les installations relevant du L. 515-36 du code de l'environnement, les substances générant des incommodités fortes sur de grandes distances. Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1er janvier 2023.
- j) Moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté.

#### **Constats :**

L'inspection des installations classées constate les écarts suivants :

- a) L'exploitant doit mettre à jour les coordonnées des personnes du site (changement de directeur de site notamment).
- c) Les fiches d'actions sont à étayer sur l'extinction de l'incendie en ajoutant les mesures à prendre pour maîtriser l'incendie ou en limiter les conséquences (mettre en corrélation avec personnel formé au RIA notamment).
- d) Les fiches d'actions sont à modifier pour mieux prendre en compte les risques pour les personnes. Les fiches d'actions indiquent notamment « gérer les victimes en priorité avant de couper les utilités » mais le personnel intervenant ne doit pas se mettre en danger.
- e) Les informations à communiquer à la préfecture et à l'inspection des installations classées doivent prendre en compte l'état des stocks, les mesures prises par rapport aux voisins, les prélèvements environnementaux.
- f) Le personnel d'intervention doit également avoir accès à l'état des stock.
- g) La société dispose d'un plan de formation (cf constat ci-avant). La société a pris contact le SDIS de Pont de Veyle, une visite pourrait avoir lieu en juin.
- h) Les dispositions visant à soutenir les mesures d'atténuation prises hors site doivent être indiquées.
- i) Des dispositions sont indiquées pour les rejets d'eaux souillées mais le POI ne contient pas d'information sur la gestion des rejets atmosphériques d'un incendie.
- j) La remise en état doit concerner un secteur plus large : notamment le nettoyage des produits brûlés.

La société a indiqué en visite qu'un appel d'offres sera effectué, dans les prochaines semaines, au niveau national pour tous les sites. Un nouveau POI devrait être édité pour fin 2023.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suites

**Délai :** 9 mois

## N° 5 : Contenu du POI

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 – 5eme alinea
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contenu du POI
<p><b>Prescription contrôlée :</b>            Pour les établissements visés par l'article L.515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :            - les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :            - les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;            - les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;            - les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.</p> <p>L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées ;            - les moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur.</p>
<p><b>Constats :</b>            Le POI est insuffisant à ce jour. Une mise à jour est prévu pour fin 2023 (cf constat précédent).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suites
<b>Délai :</b> 9 mois

## N° 6 : Correspondance POI – EDD

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contenu d'un POI
<p><b>Prescription contrôlée :</b>            Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles ;</p>
<p><b>Constats :</b>            Les descriptions sont indiquées dans le POI, elles doivent cependant être étayées pour intégrer les équipements de sécurité.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suites
<b>Délai :</b> 9 mois

### N° 7 : Moyens d'intervention prévus

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens d'intervention prévus
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité.
<b>Constats :</b> La société a changé de prestataire de sécurité au 1er avril 2023. Le personnel du poste de garde bénéficie de formation incendie SIAP et guide file/serre file. La société fait actuellement le bilan des acquis du poste de garde. Ce bilan doit être effectué sous 2 mois avec un plan d'actions, si nécessaire. Une révision de la cellule de crise est prévue.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suites
<b>Délai :</b> 2 mois

### N° 8 : Moyens d'intervention

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Article 69
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens d'intervention prévus
<b>Prescription contrôlée :</b> Moyens d'intervention en cas d'accident. Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés, opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance.
<b>Constats :</b> L'inspection des installations classées n'a pas constaté de non-conformité sur ce sujet.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 9 : Etat des stocks

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Inflammables A et seveso
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> visite d'inspection du 16 mars 2022 – lettre de suite
<b>Prescription contrôlée :</b> L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants : 1. Servir aux besoins de la gestion d'un évènement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement. Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.
<b>Constats :</b> Lors de la visite d'inspection du 16 mars 2022, il a été constaté que la société ne pouvait pas fournir les familles de mentions de dangers comme demandé. Lors de la visite d'inspection du 06 avril 2023, la société Kuehne et Nagel a précisé utiliser un outil intranet développé par la société Carrefour. Il s'agit de la supervision des matières dangereuses (SMD). Ce logiciel dispose d'une cartographie avec plan du site comprenant un positionnement des produits dans l'entrepôt et pouvant affichés le positionnement des produits par phrase de risque dans l'entrepôt. Les états des stocks demandés réglementairement peuvent être transmis grâce à cet outil. L'établissement est conforme sur ce point.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



## N° 10 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/03/2017, article 07/02/04
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> visite d'inspection du 16 mars 2022- lettre de suite
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : les cellules sont équipées d'une installation d'extinction automatique (sprinklage) de type ESFR. L'installation dispose de 2 motopompes d'un débit de 450 m<sup>3</sup>/h environ et d'une cuve d'eau d'un volume de 900 m<sup>3</sup> ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• plusieurs appareils d'incendie (9 poteaux d'incendie) d'un diamètre nominal DN 100 ou DN 150. Ces appareils sont alimentés par un réseau public ou privé. L'accès extérieur de chaque cellule est à moins de 100 mètres d'un appareil d'incendie. Les appareils d'incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins de secours). Les réseaux garantissent l'alimentation des appareils sous une pression dynamique minimale de 1 bar sans dépasser 8 bars. Les réseaux sont en mesure de fournir un débit minimum de 270 m<sup>3</sup>/h durant deux heures. Les réseaux sont alimentés par deux motopompes et d'une cuve d'eau d'un volume de 540 m<sup>3</sup>.</li> <li>• d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;</li> <li>• de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel.</li> </ul> <p>Le système sera conforme à la norme NFPA et sera contrôlé avant la mise en service du bâtiment. L'exploitant est tenu de justifier :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• la conformité aux normes françaises des poteaux incendie ;</li> <li>• la capacité du réseau d'eau à assurer le débit de 270 m<sup>3</sup>/h nécessaire par des essais.</li> </ul> <p>Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de l'entrepôt, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Pour les installations existantes, un tel exercice est réalisé a minima dans les trois ans qui suivent la publication du présent arrêté. Les exercices font l'objet de comptes rendus conservés au moins quatre ans dans le dossier prévu au point 2.1 de la présente annexe.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite d'inspection du 16 mars 2022, il a été constaté que les tests sur les poteaux incendie étaient effectués sans mise en route du surpresseur et avec un test sur un poteau unique, ce qui ne garantit pas le débit minimal réglementairement imposé.</p> <p>Un contrôle simultané de deux PEI a été effectué par la société Desautel le 29 avril 2022. Les résultats sont conformes.</p> <p>Un nouveau contrôle est prévu à la fin du mois sur 2 autres poteaux.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet